

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



04 novembre 2019

C'est la lutte mondiale...

D'Alger à Santiago du Chili, de Port-au-Prince à Hongkong, de Beyrouth à Panama, d'un continent à l'autre on se soulève. La révolte est profonde, la détermination des millions de manifestants immense. Et les mobilisations perdurent, malgré les répressions policières et militaires. C'est que l'enjeu, à chaque fois, est fondamental : la chute de tous les systèmes en place, y compris ces prétendues démocraties qui infligent leur dictature aux pauvres. De quoi faire écho ici même, où fermentent les mêmes colères et les mêmes aspirations.

À chaque fois, il aura fallu un événement déclencheur. Au **Liban**, ce sont les nouvelles taxes, dont celle de 18 centimes d'euros sur les appels Whatsapp. Au **Chili**, c'est l'augmentation du prix du ticket de métro de Santiago de 30 pesos (4 centimes). En **Haïti**, en **Équateur** ou au Liban, pénuries ou augmentations du prix de l'essence ont mis le feu.

Causes communes

Mais ces mouvements ne s'arrêtent pas là. Ils dénoncent un monde et des régimes de plus en plus durs pour les pauvres, les exploités. Au Liban, cela fait des années qu'on manifeste contre les coupures d'électricité ou la crise de la collecte d'ordures. En **Irak**, dès 2015, en pleine guerre civile, on manifestait déjà pour l'existence de services publics. Au Chili, santé et éducation sont hors de prix.

Les inégalités sont devenues insupportables. Au Chili, le pays le plus inégalitaire de l'OCDE (les pays dits « développés »), cinq familles détiennent 25 % de la richesse du pays. À l'image de ces 26 milliardaires possédant autant de richesses que la moitié de la population mondiale.

Le président chilien Piñera fait partie de ces milliardaires qui ont fait fortune pendant la dictature de Pinochet. En **Algérie**, on dénonce la *aïssaba* (le gang), au Liban, les *harami* (voleurs) à la tête de l'État.

À chaque fois, c'est remarquable, on constate le haut degré de conscience politique des manifestants : au Liban et en Irak, ils dénoncent le système confessionnel, qui fait que la population est mise à la remorque des notables de chaque communauté religieuse. En Algérie, notamment lors de l'énorme manifestation du 1^{er} novembre, on réclame la « nouvelle indépendance », car la première a été confisquée par les cliques au pouvoir. Au Chili, les manifestants scandent « *ce ne sont pas 30 pesos, ce sont 30 ans* », s'opposant aux trente années de

politiques anti-ouvrières qui ont continué après la fin du régime militaire de Pinochet.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Les travailleurs, par la puissance qu'ils représentent quand ils sont organisés, peuvent peser dans ces débuts de révolutions. Au Chili, le soulèvement a pris une autre dimension à partir de la grève générale et des manifestations massives : difficile alors pour le pouvoir d'affronter frontalement des millions de travailleurs qui prennent parti pour la jeunesse révoltée.

En **France**, nous n'en sommes pas encore à descendre par millions dans la rue. Mais le mouvement des Gilets jaunes est lui aussi parti d'une étincelle (le prix du carburant) et a remis en cause la baisse du niveau de vie de la population, l'accroissement des inégalités et la petite clique arrogante au pouvoir bien à l'image de la grande bourgeoisie dont elle défend les intérêts.

Le gouvernement a poursuivi sa politique anti-ouvrière, notamment avec la réforme des retraites et cette dernière provocation de la baisse des indemnités de chômage. Mais il y a eu la surprise de cette journée de grève massive dans le métro parisien. Puis les grèves récentes à la SNCF, tout comme le mouvement au long cours dans les hôpitaux, montrent que les ferments de la colère pourraient bien gagner l'ensemble des travailleurs.

Le 5 décembre prochain, plusieurs confédérations syndicales, ainsi que les Gilets jaunes, appellent à une journée de grève contre la réforme des retraites. À nous d'en faire le point de départ d'une vaste riposte au gouvernement, d'un nouvel épisode de la lutte de classe.

Le 5 décembre, tous ensemble, à l'exemple des révoltés du monde entier, tous en grève et dans la rue !

Quand y en a plus, y en aurait encore

Avec la fermeture des sites de Rueil et de Gennevilliers la direction compte augmenter l'effectif du pôle tertiaire de 1 600 salariés portant le total à pas moins de 6 500 d'ici fin 2020. Pas de problème pour faire rentrer tout ce petit monde assure-t-elle. On y serait même à l'aise et il y aurait des postes de travail en rabe, que demande le peuple ! Tavares quand à lui irait à l'ADN Vélizy dare-dare, se sentirait il trop à l'étroit sur Poissy ?

Les feux de l'amour...du fric

Après avoir fait la cour à Renault il y a 4 mois, le groupe FIAT-Chrysler a décidé la semaine dernière de se marier avec PSA qui, lui-même, avait tenté de le draguer début 2019.

Les sentiments des PDG de l'automobile, c'est la volonté d'augmenter encore les profits des actionnaires : qu'importent les moyens et avec qui. PSA et Fiat-Chrysler ont déjà annoncé leurs objectifs : 3,6 milliards d'économie sur le dos des salariés.

Pour les 211 000 travailleurs de PSA, les 237 000 de Fiat-Chrysler, il faudra se battre ensemble contre ces attaques et pour préserver les emplois.

Un bluff de plus

Selon leur propagande, les directions déclarent ne pas vouloir fermer d'usine ; mais nous n'avons aucune raison de croire ces baratineurs. La fusion avec Opel a entraîné 4 000 suppressions d'emploi chez nos collègues allemands (des cadres et techniciens) et on en est à - 30 000 emplois en 5 ans chez nous. « Il y aura des postes en doublon », entend-on dire. C'est vrai ; on peut même dire qu'ils sont complètement parasites ... ces postes d'actionnaires.

Les salariés de General Motors montrent la voie

Le 26 octobre dernier s'est terminée la plus longue grève chez GM depuis les années 70. 48 000 salariés du groupe se sont mobilisés pendant 40 jours pour s'opposer à la fermeture de 4 sites et pour des augmentations de salaires. La direction de GM a été contrainte de céder des augmentations générales de 3 à 4 % sur 4 ans, des primes pour tous, et garantit le maintien d'un site. Si la profondeur de la grève aurait certainement permis d'obtenir bien plus, elle montre néanmoins qu'elle reste la seule perspective pour stopper la sale habitude des patrons à faire payer aux salariés la baisse des ventes.

Austérité et mépris pour la Sécu

Les députés ont voté la semaine dernière le projet de loi pour le financement de la Sécurité sociale. Au programme : de nouvelles économies pour l'hôpital public, pourtant exsangue comme le montrent les grèves qui s'y multiplient depuis des mois. Autre entourloupe : les mesures pour le pouvoir d'achat annoncées pendant le mouvement des Gilets jaunes, qui seront en fait payées... par la Sécu, autant dire par nous !

Dans le détail, on trouve bien d'autres perles, comme cette prétendue solution pour les femmes enceintes qui doivent accoucher à plus de 45 minutes de chez elles : leur payer l'hôtel dans les deux dernières semaines ! L'austérité continue, le foutage de g... aussi.

Le poison mortel du racisme

Lundi 28 octobre, un ancien candidat du Rassemblement National tentait d'assassiner deux fidèles de la mosquée de Bayonne qu'il venait d'essayer d'incendier.

Cet acte odieux s'inscrit dans le contexte plus large d'un racisme distillé d'en haut : de chez les Le Pen qui en ont fait une tradition familiale, jusqu'à Macron qui vient chasser sur leurs terres, en passant par Zemmour, petit roquet d'extrême-droite invité sur les plateaux télé et radio des amis du précédent. Ils portent une lourde responsabilité dans l'attentat de lundi dernier.

Lubrizol : M. Propre s'encrasse

La semaine dernière, Macron s'est rendu à Rouen, un mois et demi après la catastrophe de Lubrizol. Après avoir rencontré les édiles locaux, il a déclaré que les services de l'Etat avaient parfaitement géré la situation et qu'il n'y avait pas de manque de transparence sur les conséquences de cet incendie.

Malgré les quelque 10 000 tonnes de produits chimiques brûlées et des retombées d'hydrocarbures jusqu'en Belgique, pour Macron c'est « circulez, il n'y a plus rien à voir ». Mais l'opération nettoyage de M. Propre a vite été entachée : à la sortie de la mairie, nombreux étaient les Rouennais qui l'ont invectivé et lui ont demandé des comptes, bien décidés à ce que le patron de Lubrizol et les pouvoirs publics assument leurs responsabilités.